

Déclaration liminaire

Madame la Ministre,

En plus d'être à la tête d'un ministère hors la loi, vous faites preuve depuis votre arrivée d'un mépris jamais atteint envers les représentants des personnels et, à travers eux, envers l'ensemble de vos agents.

Vous n'avez présidé aucun CHSCT Ministériel depuis votre arrivée. Vous n'avez pas eu non plus la correction de répondre aux différents courriers adressés par les représentants des personnels UNSA Justice et USM sur les thématiques de la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail.

Pire encore, alors que vous portez en priorité des projets de réformes soi-disant « d'envergure » pour la Justice, les 80 000 personnels que vous avez sous votre responsabilité, ne voient aucune amélioration de l'environnement et des conditions de travail, mais subissent au contraire le décompte macabre de leurs collègues qui meurent ou sont atteints dans leur intégrité physique ou psychologique.

Tous les indicateurs sont au rouge ; tous les acteurs dont les médecins et les inspecteurs santé et sécurité au travail continuent à donner l'alerte d'une dégradation persistante des conditions de travail dans tous les secteurs de la maison Justice. Le suicide d'un de vos personnels a été reconnu comme étant lié au service par la justice administrative. Les burn-out sont reconnus comme maladie professionnelle. Mais rien ne se passe dans votre ministère.

L'annonce d'un 6ème chantier de la Justice sur les Ressources Humaines et la Qualité de Vie au Travail est tout aussi tardive que dépourvue de contenu. Combien de psychologues pour la prévention et le soutien ? Combien de temps attribué aux assistants et conseillers de prévention pour qu'ils soient de vrais acteurs de la prévention ? Quel budget sera inscrit dans le projet de loi de programmation et de réforme pour la justice à ce sujet ? A quand la professionnalisation des acteurs de la prévention ?

Nous n'aurions jamais imaginé qu'au ministère de la Justice, les problématiques liées au respect de l'Humain et du dialogue social soient ainsi piétinées.

Suicides, pénurie d'effectifs, épuisement professionnel, isolement, agressions, violences y compris institutionnelles, manque de reconnaissance, management défaillant, handicaps et maladies contractées en service. Les agents continuent à souffrir, à mourir même et cela dans l'indifférence la plus totale.

Le bureau Santé Sécurité Qualité de Vie au Travail est le reflet de ce 6ème chantier annoncé : une promesse dénuée de contenu telle une coquille vide. Est-ce là l'expression de votre intérêt pour ces sujets ?

Le bateau Justice sombre. Quand allez-vous reprendre la barre et en redresser le cap ?

L'implication que vous revendiquez, Madame la Ministre, nécessite des engagements concrets pour la prévention et d'arrêter les fausses promesses. L'avenir de 80 000 personnels et de la Justice en dépend.

Paris, le 7 juin 2018

Les représentants UNSA Justice USM au CHSCTM